

Des silences qui nous écœurent

Cette lettre ne s'adresse pas directement aux offenseur·ses et agresseur·ses mais à l'ensemble de notre communauté qui, par son silence, leur permet de continuer à agir en toute impunité au sein de nos universités et de nos instituts de recherche.

Burn-out, sortie en pleurs d'une réunion, harcèlement moral entre collègues, allant des blagues sexistes jusqu'à l'abus de pouvoir, et même aux menaces physiques... Les faits sont nombreux et connus de toutes et tous. Ils ont été maintes fois dénoncés (voir bibliographie). Mais dans nos laboratoires, si tout le monde connaît une victime, tout le monde partage aussi des cafés avec un·e offenseur·se.

Ce milieu, par son caractère ultra compétitif lié à un nombre très faible de postes, nous décourage à dénoncer les faits que nous observons au quotidien. Au risque de mettre en jeu une carrière, la majorité d'entre nous préférera taire les agissements de celles et ceux qui ont un poste à responsabilités ou qui sont « un grand nom du domaine ». Et celles et ceux qui essaieront de prendre la parole seront poussé·es à se taire, pour ne pas entacher la réputation du laboratoire ou afin de ne pas créer de conflits – justification particulièrement ironique au regard des faits dénoncés. Combien de temps devons-nous subir l'omerta qui réside dans le domaine de la recherche académique ?

Et que se passe-t-il quand quelqu'un a le courage de parler et de dénoncer les faits dont elle / il ou un·e collègue a été victime ? Une enquête interne est ouverte par l'université ou l'institut et puis... trop souvent, rien. L'ouverture d'enquête n'est pas déclarée publiquement. Ainsi, durant toute la durée de l'enquête, aucun·e collègue ou étudiant·e n'aura connaissance de la tenue de celle-ci. Si le respect de la présomption d'innocence est un droit fondamental, il nous semble primordial que nous soyons informé·es des plaintes portées à l'égard des membres de la communauté scientifique, afin que chacun·e de nous puisse choisir en conscience ses collaborateurs·rices ou encadrant·es. Une telle démarche permettrait, par exemple, de laisser le choix lors d'un recrutement d'accueillir ou non au sein d'une équipe de recherche un·e collègue soupçonné·e de harcèlement dans une autre université.

Cette lettre ouverte adresse un message à tous·tes celles et ceux qui ont le pouvoir de protéger et choisissent de se taire : notre silence ne peut pas être excusé. Directeurs·trices d'équipe et de laboratoire, président·es d'université, dirigeant·es d'institut de recherche, chercheur·ses et enseignant-chercheur·ses, nous exigeons de la part de notre communauté la plus grande fermeté et la défense de mesures concrètes. **La mesure prioritaire, que nous appelons avec urgence, est la transparence au sujet des enquêtes internes menées au sein des universités, des instituts de recherche et des écoles doctorales concernant des faits de harcèlement moral, sexiste ou sexuel engageant l'un·e de leurs collègues, et cela dès l'ouverture de l'enquête.**

Si les violences sexistes et sexuelles, les discriminations, mais aussi le harcèlement moral sont observés dans tout contexte professionnel, le monde de la recherche présente des particularités. Il s'agit d'un milieu où un nombre important de personnes se trouvent dans une situation financière et professionnelle précaire. De plus, surtout dans certains domaines de recherche, les universités et les instituts de recherche accueillent des collaborateur·rices étranger·es, souvent allophones et ne connaissant pas les normes sociales, ni le système juridique du pays d'accueil. Témoigner de violences est complexe, encore plus si l'on est en situation de subordination et dans un pays étranger.

Alors comment agir face à toutes les situations d'abus qui ne font pas l'objet d'une plainte ? Une plus grande transparence et une vigilance accrue vis-à-vis des situations de harcèlement permettraient de favoriser le soutien socio-émotionnel au sein des équipes, d'accompagner et de faciliter les démarches de reconnaissance des victimes, souvent longues et complexes. **Favoriser un dialogue permanent entre collègues de même statut, mais aussi transversal, entre chercheur·ses non-titulaires et membres permanents, pourrait à terme contribuer non seulement à l'identification mais également à la prévention de certains comportements « banalisés » et pourtant à l'origine de souffrance pour un grand nombre d'entre nous.** Nous ne prôtons pas un système de surveillance et de dénonciation entre pair·es, mais un environnement de travail sain et épanouissant pour chacun·e, à l'image de ce que le métier de chercheur·se ou d'enseignant·e-chercheur·se devrait d'être.

Nous, enseignant·es-chercheur·ses et chercheur·ses de toutes disciplines, titulaires et non-titulaires, nous engageons à nous battre pour qu'à l'avenir nos laboratoires et universités ne soient plus uniquement jugés sur le nombre d'articles publiés mais aussi sur leur capacité à protéger et défendre le bien-être au travail de celles et ceux qui les fréquentent. Nous nous engageons à soutenir une université et une recherche respectueuses, pour que plus aucun fait de harcèlement moral, sexiste ou sexuel ne soit toléré sur les campus de France.

Pour apporter votre soutien à cette démarche, vous pouvez signer cette lettre ouverte en remplissant le formulaire suivant : <https://forms.gle/p8xsfs3KA5qAB9eD8>

Liste des signataires :

 Liste des signataires - Lettre ouverte « Des silences qui nous écœurent »

Pour partager vos commentaires, vous pouvez utiliser le formulaire suivant :

<https://forms.gle/5FeYEOHNJSd1nNAX6>

Les commentaires sont accessibles ici :

https://docs.google.com/spreadsheets/d/1qDC-cNjdC7fQZxhV_2X8uOTMmBVYHROyO81-TUh5LsU/edit?usp=sharing

Pour adresser vos questions ou faire valoir votre droit à l'effacement / la modification de vos données, vous pouvez envoyer un mail à : lettreouverte.esr@gmail.com

Quelques sources bibliographiques et journalistiques :

- Combes, A. B. (2022). Comment l'université broie les jeunes chercheurs. Précarité, harcèlement, loi du silence. *Lectures, Les livres*.
- <https://www.aljazeera.com/opinions/2021/10/28/will-academia-ever-have-its-metoo-moment>

- https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/10/08/lutte-contre-les-violences-sexistes-et-sexuelles-dans-l-enseignement-superieur-le-ministere-double-son-budget-et-lance-une-nouvelle-campagne_6145000_3224.html
- <https://elephantinthelab.org/manifestations-of-power-abuse-in-academia-and-how-to-prevent-them>
- https://academicworks.cuny.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1407&context=jj_pubs